

ASSEMBLEE NATIONALE

COMMISSION DEFENSE DU 6 JUILLET 2011

M. Bernard Deflesselles, député.

Monsieur le ministre, vous avez évoqué la coopération franco-allemande et la réforme de votre armée, mais vous n'avez pas parlé des équipements, en particulier des drones. Quelle est la politique du gouvernement fédéral en la matière ? Peut-on envisager un rapprochement entre la France et l'Allemagne ?

M. Thomas de Maizière.

En Allemagne, les investissements d'armement représentent 22 à 23 % du budget de la défense : c'est beaucoup, comparé à d'autres pays. Le problème, c'est que presque tous ces fonds servent à payer du matériel déjà commandé. Or, une part importante de ces équipements sont surdimensionnés, coûtent plus cher que prévu ou n'ont pas la qualité attendue. Si nous ne réalisons pas des coupes claires dans ces dépenses, il ne nous restera plus aucune marge de manœuvre pour mettre en œuvre de grands projets communs d'armement !

S'agissant des drones, on ignore comme les choses vont évoluer. Y aura-t-il encore des avions armés dans 30 ou 40 ans ? Suivant que l'on écoute l'industrie aéronautique ou les fabricants de drones, les avis divergent. Ce qui semble certain, c'est que l'importance des drones est appelée à croître. Actuellement, en Afghanistan, nous utilisons des drones israéliens, que nous avons sous licence pour un temps limité ; nous en sommes très satisfaits.

Il y a cependant, comme en France, un débat de fond. Le problème n'est pas seulement de savoir si nous préférons acheter des drones américains ou construire nos propres appareils. Si nous souhaitons maintenir des capacités essentielles au plan national, il faudra aussi déterminer ce que les drones feront, quand ils seront livrés et combien cela coûtera au contribuable. Quelle décision prendre quand les uns affirment qu'ils peuvent nous fournir de bons drones dans trois ou quatre ans, et les autres, seulement un prototype dans quatre ou cinq ans ? Nous savons qu'il faudra prendre rapidement une décision. Nous ferons quelque chose en commun si c'est possible, mais choisir une option, quel qu'en soit le coût, simplement parce que c'est la solution européenne, ne me semble pas raisonnable.